

**Serrano-Moreno**

**La transmission mémorielle comme source de socialisation politique.  
Peut-on devenir un descendant des vaincus de la guerre civile espagnole ?**

**Serrano-Moreno, Juan Enrique**  
**Université Paris I Panthéon-Sorbonne - CRPS**  
[juan-enrique.serrano-moreno@malix.univ-paris1.fr](mailto:juan-enrique.serrano-moreno@malix.univ-paris1.fr)

*Congrès AFSP 2009 - Section thématique 38  
Ruptures biographiques, bifurcations collectives et rapports au politique*

*Muchas veces me han preguntado periodistas y otras personas curiosas, buscando la anécdota concreta, el suceso removedor, el momento de choque, la peripecia personal por los que pudiera explicarse mi cambio de actitud. Siempre he debido decepcionarles diciéndoles la verdad : no hay anécdota que valga. Hay veinte años de libertad íntima e independencia práctica - algunos de ellos en retiro y soledad benéficos de España - durante los cuales además han sucedido en el mundo innumerables acontecimientos aleccionadores. (...) Pero vayamos a la realidad concreta de ese proceso que exteriormente puede parecer una especie de conversión que a mí, interior y subjetivamente, me parece menos a una mentalidad de una pieza que la mentalidad de un joven apoyada en el entusiasmo más bien que en el análisis y más aún si venía informada por una ideología que, como la falangista, aspiraba a una síntesis de elementos bastante dispares y llevaba en su seno la contradicción.*  
(D. Ridruejo, p 5, 2005)

Dionisio Ridruejo (1912-1975), cadre de la Phalange, qui, dans sa jeunesse participa à la guerre d'Espagne, décrit en ces termes son incapacité à situer le début de sa "conversion", qui fit de lui un intellectuel opposant au régime franquiste alternant des périodes de prison et d'exil. Le cas de Ridruejo reste cependant rare, car peu sont les individus de sa génération, qui, ayant vécu la guerre changèrent postérieurement leur lecture de cet événement historique.

Cette communication a pour objectif d'élucider les phénomènes de redéfinition des représentations du passé et du rapport au politique chez un individu. Notre enquête a été menée auprès d'une série de militants des "mouvements pour la récupération de la mémoire historique", une nébuleuse associative qui revendique le "devoir de mémoire" des vaincus républicains, présents dans la région de Murcie<sup>1</sup>. Mais, contrairement à D. Ridruejo il s'agit ici majoritairement d'individus n'ayant pas vécu directement la guerre civile dont ils ne possèdent qu'une mémoire transmise des événements historiques. Il s'agit donc d'appréhender les "mémoires empruntées" (Halbwachs, 1997) en tant qu'objet d'étude, afin d'esquisser un "essai de sociologie de la mémoire" (Lavabre, 1994 ; Gensburger, 2005).

De cette manière, l'étude des actions, des représentations et des souvenirs de ces individus nous

---

<sup>1</sup> La région de Murcie fut une zone républicaine d'arrière-front pendant le conflit, et le dernier territoire à céder aux troupes franquistes, le 31 mai 1939. Le nombre d'exécutés fut supérieur à l'après-guerre – on en compte environ 1000- que pendant la guerre (González, 1999 et Escudero, 2000). Cette région à forte tradition agricole a été l'une des zones de l'UE avec le plus haut taux de croissance économique au cours des deux dernières décennies (Narozky et Smith, 2006).

offre l'opportunité d'examiner de près les mutations des rapports au politique provoqués par la transmission intergénérationnelle d'un passé traumatique. La transmission d'une mémoire peut être envisagée comme une composante du processus de socialisation, en tant qu'installation d'une vision du monde et du passé. Et quand cette transmission a lieu à l'âge adulte par le biais d'un événement biographique important, nouveau et contradictoire, elle peut entraîner une *alternation* ou ré-socialisation (Berger et Luckman, p. 214 et s., 2005).<sup>2</sup>

Cette communication explorera donc les effets des socialisations contradictoires sur le rapport au politique (Gaxie, 2002) à travers la prise en compte des carrières militantes (Filleule, 2001) recueillies au cours de trente entretiens approfondis utilisant une méthodologie hybride combinant la technique des entretiens semi-directifs et l'histoire orale.<sup>3</sup>

### ***L'évolution des politiques de mémoire : du monopole étatique aux revendications de la société civile.***

L'étude de P. Aguilar (2008) sur l'évolution des politiques de mémoire qui ont suivi la guerre civile montre que le discours officiel lié à cet événement orchestré par les autorités franquiste a connu deux périodes majeures, dont le point d'infléchissement se situe au début des années soixante.

Il faut tout d'abord rappeler que la guerre civile espagnole ne fut pas « une guerre comme les autres, elle fut une guerre de vainqueurs et de vaincus, une guerre d'extermination de l'ennemi » (S. Juliá, 1991, p.13). La répression franquiste contre les vaincus républicains, qualifiée de « politique de la vengeance », perdura jusqu'à 1945 (P. Preston, 1997) et engendra une longue après-guerre marquée par la misère économique et la discrimination systématique des vaincus survivants et des membres de leurs familles. Pendant cette période le premier registre des politiques de mémoire officielles vit le jour, célébrant le conflit en tant que "croisade" ou "guerre de libération" héritière de la *Reconquista* et des expulsions postérieures des juifs et musulmans décrétées par les rois catholiques. Ainsi, les vaincus républicains, socialistes, communistes, nationalistes périphériques, anarchistes etc. furent considérés comme l'"anti-Espagne" et l'expression "guerre civile" fut censurée par l'administration.

Progressivement les politiques du passé changèrent de signification, jusqu'à atteindre un point culminant le 1er avril 1964, lorsque la commémoration du "jour de la Victoire" fût remplacée par les "25 ans de paix". P. Aguilar explique que le régime franquiste cessa d'exploiter la "légitimité d'origine", offerte par une narration manichéenne du conflit, pour se prévaloir de la "légitimité d'exercice" fondée sur le "miracle économique espagnol" des années soixante suite à la libéralisation de l'économie.<sup>4</sup> De cette manière, la "guerre d'Espagne" devint la "guerre civile espagnole", réduisant son caractère international et mettant l'accent sur sa dimension tragique.

---

<sup>2</sup> Muriel Darmon qualifie ce phénomène "socialisation secondaire par conversion" (Darmon, 2006). On s'intéressera donc aux cas où "l'efficacité proprement politique des éléments d'une trajectoire biographique peut se trouver ainsi progressivement affaiblie dans les cas où des événements biographiques importants nouveaux et contradictoires surviennent" (D. Gaxie, 2002, p.163).

<sup>3</sup> Les entretiens ont été recueillis en 2007 et 2008. L'âge a été la variable privilégiée dans la sélection des enquêtés afin d'observer les dynamiques de transmission intergénérationnelle.

<sup>4</sup> Parallèlement, les opposants au régime en exil démocrates et communistes, opérèrent la même inflexion à Munich et à Prague, respectivement. En août 1956, le plénum élargi du comité central du PCE tenu à Prague décida d'abandonner la lutte armée et publia le « manifeste pour la réconciliation de tous les espagnols ». En 1962, le IV Congrès du Mouvement Européen de Munich réunit pour première fois des opposants de l'intérieur, anciens partisans de Franco, et des opposants démocrates exilés.

Cette mémoire historique aseptisée, qui présenta le conflit comme une "folie collective" où tous les participants étaient à la fois victimes et bourreaux, s'imposa comme récit dominant lors de la transition du régime franquisme à la monarchie parlementaire, période aux cours de laquelle la guerre ne fut pas oubliée. Au contraire, l'évocation de l'épisode dans un contexte de crise provoqua la crainte d'un nouveau conflit et favorisa ainsi la modération et le compromis aux cours des négociations entre les élites. Les origines historiques du régime franquiste et de la guerre, tout comme les responsabilités pénales de l'administration, en revanche, passèrent sous silence afin de ne pas susciter des tensions. Rien, cependant, nous permet de présumer l'efficacité sociale de ces discours des élites politiques dans les représentations du passé que se faisaient les gens ordinaires. Comme le signale B. Anderson (2002, p.202) « lorsque le régime de Franco, qui eut la vie longue, aménagea la Vallée des Morts, il réserva cette ténébreuse nécropole à ceux qui, à ses yeux, avaient trouvé la mort dans le combat universel contre le bolchévisme et l'athéisme. Mais, aux marges de l'État, se formait déjà la "mémoire" d'une guerre civile "espagnole" ».

De cette manière, le "pacte du silence" conclu entre deux grands partis politiques ne fut remis en cause qu'à la moitié des années quatre-vingt-dix (P. Aguilar, 2006), lorsque les conflits autour de la mémoire de la guerre commencèrent à se multiplier dans l'espace public.<sup>5</sup> Parallèlement, dès la moitié des années quatre-vingt-dix et ce, à travers tout le pays, une nébuleuse d'associations commença à mener activités d'hommage aux victimes du franquisme et à revendiquer une révision de l'histoire de la guerre civile et de la dictature. Ainsi, l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique (ARMH), même si elle ne fut pas la première initiative en son genre, est aujourd'hui la plus présente dans les médias. Cette association mena en l'an 2000 l'exhumation de la fosse commune du village de Priaranza del Bierzo, Leon, où étaient enterrés des républicains exécutés pendant la guerre. Cet événement fut comme une onde de choc traversant le pays, et ce, notamment grâce aux relais médiatiques du président de l'association, le journaliste Emilio Silva, dont le grand-père est enterré dans cette fosse commune.<sup>6</sup>

L'historien du temps présent S. Gálvez (2006) affirme que les "mouvements pour la mémoire" qui composent la nébuleuse « ont cherché à démontrer physiquement, juridiquement et historiquement le plan d'extermination commis par les troupes nationales, unies à l'importance octroyée à la restitution de la dignité humaine des parents et descendants des victimes et des propres survivants. » De même, l'auteur a cherché à énumérer les points communs des revendications : les réparations morales et matérielles aux vaincus de la part des institutions, l'annulation des jugements franquistes, l'élimination des rues et monuments franquistes, la création d'une archive de la guerre civile et du franquisme etc... Quant aux répertoires d'action collective, les activités les plus communes regroupent : exhumations, conférences, séminaires, congrès, hommages, commémorations, construction de monuments, recueil de témoignages oraux etc. Néanmoins, ces mobilisations restent fortement éclatées dans le territoire et sont souvent source de conflit, notamment au sujet des exhumations des fosses communes : certaines associations exigent l'exécution d'exhumations sous mandat judiciaire en raison de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, suivie de constructions posthumes de monuments aux victimes ; tandis que d'autres, l'ARMH à sa tête, préfèrent des exhumations de type archéologique à caractère privé et apolitique.

---

<sup>5</sup> P. Aguilar affirme que lors la campagne électorale de 1993, en réaction aux résultats défavorables des sondages d'opinion, le PSOE, qui a finalement emporté ces élections, a accusé le PP d'être l'"héritier du franquisme" rompant ainsi le "pacte de silence", en vertu duquel les deux partis renonçaient à utiliser le passé comme arme politique. À partir de cette date, des nombreux des débats parlementaires (statut des maquis, attribution nationalité espagnole aux brigadistes internationaux et aux "enfants de la guerre", condamnation étatique du coup d'État du 18 juillet 1936 etc.) se sont transformés en véritables conflits politiques- tous relatifs au sens qu'il faille donner à la guerre et la dictature, dessinant ainsi un clivage droite/gauche-nationalismes périphériques (Rozemberg, 2006).

<sup>6</sup> L'ethnologue A. Leizoloa (2007) travaille actuellement sur les effets des exhumations chez les habitants des localités dans lesquelles l'ARMH effectue des exhumations.

L'association des *Amis des Tombés pour la Liberté*, créée en 1995, est l'un des premiers mouvements pour la mémoire apparus en Espagne. Elle est composée de parents de républicains exécutés dans l'après-guerre et enterrés dans une fosse commune dans le cimetière municipal de la capitale de province, la ville de Murcie. Au cours de trois décennies, à force de visites régulières à la fosse commune (notamment à la période de la Toussaint), un rapport de sociabilité s'est progressivement créé entre ces parents des victimes. De cette manière, ce groupe de parents de victimes réussit à effectuer, avec l'accord des nouvelles autorités locales, l'une des premières exhumations des fosses communes de la guerre civile en avril 1979, suivie d'un nouvel enterrement et de la construction d'un monolithe portant les noms et prénoms des enterrés. Fondée autour des parents des victimes contactés pour financer l'exhumation et le monolithe, l'association fut créée en 1995 afin d'entretenir ce lieu de mémoire. Chaque année elle y la "journée du souvenir" aux environs du 14 avril, anniversaire de la proclamation de la Seconde République. Par ailleurs, dans d'autres communes de la région, des associations culturelles ont organisé des hommages aux habitants, victimes de la répression et encore en vie, avec l'appui de conférences d'historiens de l'université de Murcie.

### ***Silence et transmission d'une mémoire souterraine***

La sociabilité apparue à *pied de fosse* entre ces individus, pour la plus part femmes et enfants provenant de plusieurs localités de la région, a facilité la constitution d'une sorte de "communauté affective" de parents de victimes du franquisme, en tant que "lieu de constitution d'une mémoire collective et de gestion des mémoires individuelles" (N. Heinich et M. Pollak, 1986, p.24), jouant un rôle comparable à celui des associations françaises de déportés dans l'après-guerre qui ont "pu aider individuellement des rescapés à se décharger, au moins en partie, de leurs souvenirs traumatiques" ( M. Pollak, 1990, p.244). Les travaux de Michael Pollak sur les histoires de vie d'anciennes déportées nous sont ici de grande utilité lorsqu'il signale qu'une expérience partagée ne suffit pas pour produire une mémoire collective, faute d'un milieu social favorable à une mise en récit commune permettant d'harmoniser les souvenirs.

Les individus dont nous nous préoccupons ici ont vécu des expériences potentiellement traumatiques comme la mort d'un proche ou des humiliations et violences publiques ; ils possèdent donc une mémoire vécue des événements. Une mémoire qui leur a été transmise dès leur enfance par le biais de "faits de communication" (M. Bloc, 1925) sous forme d'histoires de famille.<sup>7</sup> Cette transmission a eu lieu lors de leur socialisation primaire au sein de "micromondes" formant des "îlots de confiance", le plus souvent dans l'intimité du foyer familial, et ce, à travers les liens avec d'autres parents de victimes ou dans des milieux d'opposition communiste, entretenant ainsi une identité de fils ou veuve de *rojo* (rouge) accompagnée d'un rapport au politique particulier. On peut citer en guise d'illustration les propos d'une enquêtée :

- **Azucena**
- 79 ans, retraitée, ancienne émigrante travailleuse agricole à Avignon,
- Membre fondatrice de *Amis des Tombés pour*

<sup>7</sup> M. Pollak (1993, p. 27) offre la réflexion suivante sur la transmission des "mémoires souterraines" : "Les souvenirs interdits (le cas des crimes staliniens, par exemple), indicibles (le cas des déportés) ou honteux (le cas des incorporés de force) sont transmis dans des structures de communications informelles ou associatives tout en restant inaperçus de la société environnante. Là encore, les souvenirs se modifient, en fonction de ce qui se dit au présent, en réaction à ce qui se dit autour de soi ; en fonction des conditions matérielles de transmission (support oral ou écrit, institutionnel ou clandestin) et, à plus long terme, des rapports entretenus entre générations."

*la Liberté*

- Son père fut exécuté et sa mère et sa grand-mère ont passé quatre ans en prison

"Moi je suis née de gauche mon fils! Ma sœur a quatre-vingt ans et elle aussi est de gauche! (...) Mes fils savent tout ! Depuis qu'ils sont tout petits, je leur raconte des choses à mes fils. Mes fils sont plus de gauche que leur mère. Le plus grand est de gauche, mais il n'aime pas en parler, mais le plus jeune, c'est un vrai démon, il ne se tait pas, il n'a pas peur."

Il faut préciser, néanmoins, que ces cas restent exceptionnels, car dans la majorité des familles de vaincus les expériences vécues lors des événements de la guerre et l'après-guerre passèrent sous silence, privant les plus jeunes d'incorporer cette mémoire empruntée. Des recherches d'histoire orale menées en Valence et Aragon (I. Saz et A. Gómez, 1999, et, A. Cenarro, 2002) montrent que le silence autour de la disparition d'un proche peut s'expliquer par une stratégie consciente d'assimilation à la nouvelle société de l'après-guerre, ainsi que par la volonté d'épargner aux descendants le stigmate de "fils de *rojo*", cause de discrimination de la part des autorités. La chaîne de transmission d'une mémoire de la guerre alternative aux politiques de mémoire franquistes fut de ce fait alors rompue pour une large partie de la société espagnole.<sup>8</sup>

Michael Pollak signale que "le silence peut être facilement, mais faussement, assimilé à l'oubli" (Pollak, 1989, p.30) lorsqu'il tente d'expliquer les difficultés ressenties par les anciennes déportées à communiquer leurs expériences concentrationnaires dans l'Allemagne et l'Autriche de l'après-guerre, difficulté dont l'origine se trouve dans "la nécessité de trouver un *modus vivendi* avec ceux qui, de près ou de loin, avaient, au moins sous forme de consentement tacite, assisté à leur déportation" (Pollak, 1993, p. 22). Ainsi, le "silence conjoncturel" présent dans les familles des vaincus peut être aussi appréhendé comme un "mode de gestion de l'identité" dans des communautés déchirées par une guerre civile, mais qui peut être brisé avec l'avènement d'une nouvelle donne pour s'exprimer dans l'espace public.

Dans ce cadre on trouve les cas des descendants des vaincus qui, faute d'une transmission informelle, n'ont intériorisé que tardivement une mémoire empruntée de la guerre alternative aux discours véhiculés par les politiques de mémoire officielles aussi bien sous la dictature que sous la démocratie. Le processus de (ré)socialisation à la mémoire historique antifranquiste suppose que l'individu, dans un premier temps, mette en question les notions et les valeurs qu'il avait intériorisé auparavant, puis, qu'il les *expulse* laissant un espace vide qui puisse ensuite être investi par de nouvelles représentations. En comparant les différents témoignages autobiographiques, il semblerait que ce processus se base principalement sur deux ressorts complémentaires : les amis et les lectures.

Premièrement, l'interconnaissance d'individus victimes du franquisme pendant la guerre et/ou de militants de l'opposition à la dictature permet à l'individu de découvrir par le bouche à oreille une vision du monde et du passé inconnue. Ce ressort est efficace à travers la charge émotionnelle inhérente à l'amitié, ou au caractère dramatique des récits des souffrances causées par la répression politique. Un enquêté raconte en ses termes sa rencontre avec deux anarchistes emprisonnés dans

---

<sup>8</sup> L'historienne Angela Cenarro (2002, p. 173, pp. 167-168) note que "*the exclusive official discourse and the "politics of revenge" left no public space for the vanquished to articulate their memory*", pour expliquer plus loin que "*because the exclusion and marginalization by the state was long-lasting, the Spanish population had to develop a variety of strategies in order to survive. (...) some of these strategies were molded by certain interpretations that many of the "defeated" made of their past or their parents' backgrounds, and by certain crucial decisions about the convenience of hiding the past or keeping it alive within their families. These decisions were powerful because some of them ruined private lives, transformed everyday life and destroyed families and social networks.*" .

l'après-guerre :

- **Gabriel**
- 77 ans
- Curé catholique
- Études au séminaire de la compagnie de Jésus
- Ancien membre de la HOAC et de la JOC<sup>9</sup>
- Membre de l'association culturelle Siglo XXI
- Pas d'ancêtres victimes du franquisme

« Cette expérience qu'ils m'ont raconté et que j'ai appris a été ce qui m'a le plus influencé en faveur de la République, parce qu'ils n'avaient tué personne, ils étaient contre le coup d'état. C'était la première fois que j'entendais parler en détail de cette époque. Après, quand je suis venu ici, j'en ai appris plus, parce que le maire républicain d'ici n'a lui non plus pas été tué et j'ai fait connaissance avec lui... il est mort maintenant, et il m'a raconté beaucoup de choses au sujet d'Espinardo [lieu de résidence présent]. Et quand j'étais curé ici, j'ai connu beaucoup de gens âgés petit à petit, et après il y a eu les livres, et après l'HOAC, les cours de la HOAC, pareil que pour Pablo, là-bas aussi il y a avait des gens de gauche qui avaient vécu cette époque. »

Deuxièmement, les lectures fournissent à l'individu une source d'information *savante*, et donc plus crédible. Ces lectures regroupent néanmoins autant de livres d'histoire contemporaine que de textes militants, même si lors des entretiens les enquêtés les qualifient de "livres d'histoire".<sup>10</sup>

Cette *rupture biographique* peut avoir lieu de manière plus ou moins fortuite selon les expériences sociales vécues et, faute d'espace, je présenterai à la suite deux cas idéal-typiques retenus pour leur valeur exemplificatrice.

### ***L'entrepreneur de mémoire***

- **Floren**
- 56 ans
- Études d'instituteur d'école primaire.
- Militaire jusqu'à une retraite prématurée lors de la professionnalisation de l'armée en 1996.
- Président de l'association *Amis des Tombés pour la Liberté* dès sa fondation en 1995.
- Dans son enfance et jeunesse il fut membre actif de la OJE (jeunesses phalangistes).
- Son grand-père, instituteur républicain, fut exécuté.

<sup>9</sup> Hermandad Obrera de Acción Católica et Juventudes Obreras católicas étaient de mouvements de semi-opposition au régime (Linz, 2000) et (Hermet, 1980).

<sup>10</sup> Cette confusion est d'autant plus favorisée par les récents conflits relatifs à l'écriture de l'histoire de la guerre d'Espagne (J. Meyer, 2006). Historiens reconnus comme A. Reig Tapia (2000 et 2006) y P. Preston ont critiqué le "révisionnisme" de certains auteurs "néo-franquistes comme Pio Moa y César Vidal, qualifiés de "*historietógrafos*".

Floren a commencé sa (ré)socialisation pendant les années 1970 dans une institution vitale du régime franquiste : l'armée. Ainsi, l'ensemble de la hiérarchie militaire était fidèle à l'idéologie nationale-catholique, mais, même s'il est courant d'affirmer que l'armée est un État à l'intérieur de l'État, elle n'était pas complètement isolée d'une société convulsionnée par l'accroissement des mobilisations ouvrières et étudiantes contre la dictature. Les *inputs* entre la société civile et l'armée se faisaient par le biais du service militaire obligatoire, grâce auxquels il fit connaissance de militants de l'opposition qui se trouvaient temporairement dans la caserne, et dont certains sont devenus ses amis. Il évoque ainsi le moment où, d'après lui, sa (ré)socialisation a commencé lors d'une conversation au sujet du coup d'état de Pinochet avec le chargé de la bibliothèque de la base militaire:

“Bon écoute, ma reconversion, bon pas ma reconversion, mais le moment où j'ai tilté a eu lieu à une heure, un jour, un mois et un an précis, huit heures moins quart du soir, le 11 septembre 1973 à 19.45. En fait, j'étais dans la base donnant des cours d'obtention d'études primaires aux soldats et je terminais les cours à huit heures moins quart, parce qu'à huit heures nous devions être prêts pour aller à la cantine. Et lui, il était le bibliothécaire. Je ferme la salle de classe, j'entre-ouvre la bibliothèque et je lui dis “Pedro tu viens dîner? Je n'y vais pas, je n'en ai pas envie” qu'il me fait, et ça m'a beaucoup surpris (...) “Quelque chose s'est passé chez toi, il y a un problème? Non, ça n'a rien à avoir avec ça, c'est quelque chose qui s'est passé en dehors de l'Espagne.” “Qu'est ce qui c'est passé?” Tu sais qu'au Chili c'est le bordel...” L'histoire de Pinochet. Bref, voilà ce qu'il me dit, il me raconte, il m'explique ce qui s'est passé là-bas. (...) Bon, et donc nous avons conversé sur ce qu'était l'unité populaire, sur ce que Pinochet représentait.”

Malgré la précision de ce souvenir, la datation concrète de sa “reconversion” relève de la construction du récit de sa propre vie.<sup>11</sup> Sans mettre en doute la véracité de ses propos, Floren tente d'introduire une cohérence dans son récit, en présentant la succession des faits de manière linéaire où la prise de conscience de ses idées politiques de gauche est la conclusion naturelle de sa trajectoire. De cette manière il affirme que “depuis la mort de Franco [1975] j'étais déjà de gauche”. Cependant, si l'on considère le reste de l'entretien, il paraît plus logique de penser que sa (ré)socialisation a été plus allongée dans le temps. Ainsi, lors de l'entretien il évoque d'autres amitiés qui l'ont introduit au monde de l'anti-franquisme et qui lui ont fourni des lectures gauchisantes. L'enquête opère, en effet, un amalgame entre l'acquisition de sa compétence à opiner politiquement par un discours de gauche et la modification de son interprétation du passé. Néanmoins, son passage à l'acte militant eut lieu de manière plus fortuite en 1995 :

« En fait, ce fut à cause de ma mère. Je la voyais, ma mère, très triste, très abattue, elle restait ainsi un moment et elle demandait toujours « où est mon père? » Elle ne le savait pas. Alors, un dimanche j'ai pris la voiture et je suis allé à Murcie, au cimetière le plus grand, celui d'Espinardo, et j'ai demandé au bureau, « vous savez où se trouvent les gens fusillés pendant la guerre civile? » « Avant ils les enterraient là bas dans la fosse 5 et après on les a transférés à la zone 40 [lieu où se trouve le monolithe]». J'ai pris la voiture et c'est ce que j'ai trouvé. Quand j'ai vu le nom de mon grand-père, Don Ginés Balsalobre Clemente, j'étais très heureux. Alors je suis rentré à Lorca à fond la caisse et... « maman j'ai trouvé le grand-père! » « Qu'est-ce-que tu racontes mon fils?! » Le lendemain, ma mère et moi nous sommes allés là-bas et bien sûr elle a tellement pleuré, et... J'ai acheté plein de fleurs et nous les avons laissés là-bas, alors, je l'ai vu (le monolithe)...p..., c'est vraiment trop laissé à l'abandon. »

<sup>11</sup> On observe également ce phénomène lorsqu'il explique que le passage par les jeunesses phalangistes supposait une prédisposition à sa “reconversion” en raison de la “conscience sociale” qui lui fut inculquée (Bourdieu, 1986).

En effet, ni Floren ni sa famille ne savaient que son grand-père avait été enterré puis exhumé dans ce cimetière et donc ils ne connaissaient pas le reste des parents de victimes qui visitaient régulièrement le lieu. Après cet épisode Floren les contacta et les convainquit de fonder l'association des *Amis des Tombés pour la Liberté* qui doit son nom à l'inscription présente sur le marbre du monolithe. Floren et deux autres membres de l'association commencèrent à dépouiller les archives militaires afin d'obtenir les dossiers des jugements militaires qui avaient condamné à morts les personnes enterrés sous le monolithe. Il prit une retraite prématurée de son poste à l'armée et il se concentra à ses activités militantes et ses travaux de recherche, dont la rédaction d'un livre sur la répression franquiste dans la région et la participation à de nombreux forums sur internet. Floren, qui utilise l'expression "chercheur historique" pour se définir dans la vie civile, peut être qualifié d'"entrepreneur de mémoire" selon l'expression de M. Pollak (1993, p.30): c'est-à-dire, un professionnel du "travail d'encadrement de la mémoire" convaincu "d'avoir une mission sacrée à accomplir et [qui s'inspire] d'une éthique intransigeante en établissant une équivalence entre mémoire qu'ils défendent et la vérité".

Il existe cependant de nombreux conflits entre Floren et d'autres parents de victimes, ainsi qu'avec tout le réseau de partis et syndicats de gauche de la région, notamment avec les individus ayant une large expérience militante, dont une partie a été vécue dans la clandestinité, et qui ont été socialisés à la mémoire historique anti-franquiste dès leur enfance. Nous pouvons formuler l'hypothèse que nous nous trouvons ici face à un cas d'hystérèse (Bourdieu, 2002), où l'inertie provoquée par des effets d'une socialisation primaire de la personne étudiée entraîne un déclassement aux yeux de ses nouveaux camarades de lutte. En effet, la majorité des militants des mouvements de la mémoire appartiennent à la "génération de la transition"<sup>12</sup>, ils sont d'anciens militants anti-franquistes des milieux universitaires et communistes des années soixante et soixante-dix (G. Hemet, 1971 et J.M. Maravall, 1978) qui ont du mal à accepter ce nouveau arrivant.

### ***L'alternation militante***

- **José Luis**
- 35 ans
- ouvrier au chômage.
- études secondaires non-terminées,
- membre depuis octobre 2006 de *Amis des Tombés pour la Liberté* et de *Plateforme des Citoyens pour la République*.
- son grand-oncle, maire républicain, fut exécuté.

José Luis appartient à la cohorte de ceux nés sous la démocratie, ne possédant ni les souvenirs d'avoir abordé à l'école l'histoire espagnole du XXème siècle, ni les compétences politiques avant sa *découverte*. Il n'a commencé à modifier son interprétation du passé et son rapport au politique que six mois avant la réalisation de l'entretien, donc, au moment de l'enquête il se trouve encore en pleine socialisation par anticipation.<sup>13</sup>

L'enquêté ne connaissait pas grand-chose ni à l'histoire de la guerre civile, ni de la vie de son grand-

<sup>12</sup> On suit ici la typologie des "mémoires générationnelles" proposée par l'historien J. Aróstegui (2006) tout en précisant que nous n'utilisons le terme de génération que pour désigner les membres de la cohorte qui ont vécu pendant leurs jeunesses la transition à la démocratie, qui se sentent acteurs de ce processus au motif de leur militance politique, partageant par cette raison une "conscience de génération" (Mannheim, 2005).

<sup>13</sup> D. Gaxie (2002, p 164) note que "cette prédominance de la socialisation secondaire semble même avérée dans les cas où elle n'est encore qu'à l'état naissant et relève de la socialisation par anticipation."

oncle exécuté, maire républicain du village d'Alhama. Mais le fait qu'une rue du village porte son nom le rendit curieux. Cependant, chaque fois qu'il interrogea les membres de sa famille, ils évitaient le sujet :

« Pour ce qui est de ma famille, j'avais essayé d'en parler, avec ma mère, avec mes oncles, et par exemple, de demandais à ma mère, « qu'est-ce qui lui est arrivé à Ginés Campos [grand-oncle, maire républicain exécuté], pourquoi ils l'ont tué ? », et tout au plus, elle me répondait, « arrête de racler et de remuer ces vieilles histoires ». (...) je posais ces questions à ma mère et à mes oncles, et ils me disaient que je ne devais pas poser ces questions, qu'elles appartenaient au passé, que je ne devais pas racler les cendres. A cette expression bien connue, « ne racle pas les cendres ». »

José Luis trouva un allié chez un oncle qui partageait sa curiosité sur l'aïeul exécuté et qui se mit en contact avec Floren, président d'*Amis des Tombés pour la Liberté* - la seule association de parents de victimes du franquisme de la région- avec la vague idée d'en savoir plus sur cet ancêtre. Floren se rendit au domicile de l'oncle et, devant toute la famille réunie il leur a parlé de la répression franquiste. Ensuite, il a interviewé la sœur de l'ancêtre exécuté, âgée de quatre-vingt-dix-neuf ans, qui lui raconta ses souvenirs d'enfance. Elle parla des visites à la prison de province de la Ville de Murcie, du jour où sa mère apprit que son fils avait été exécuté, des menaces faites à sa mère par la garde civile etc... José Luis nous décrit ce jour là :

« C'est à ce moment que j'ai obtenu des réponses. Ce jour là j'ai commencé à avoir des réponses sur ce qui était arrivé à mon grand-oncle, à savoir pourquoi ils l'ont tué. Et Floren nous disait que tellement de gens avaient été tués par la répression franquiste, des gens qui n'avaient rien fait, des gens qui ont été tués tout simplement parce qu'ils étaient instituteurs d'école, maires ou conseillers municipaux. (...) En fait, je crois que ce fut le plus beau jour de ma vie. Je croyais que ce n'était que moi, que je me créais des paranoïas, à force de demander, de chercher à droite à gauche...ce jour-là, je ne connaissais pas encore Internet (...). Moi ce jour là... qu'est ce que tu veux que je te dise? Moi ce jour-là je n'en revenais pas. »

C'est ainsi que s'est déroulée la rupture du silence qui couvrait le sort de l'ancêtre exécuté au sein de la famille de José Luis et le début de sa (ré)socialisation. Il est important de noter que le déclenchement du processus a eu lieu en partie grâce à l'immersion hautement affective dans laquelle a eu lieu cette découverte, marquée par les sentiments d'indignation et de surprise suscités par la prise de conscience de la souffrance endurée par ce parent il y a si longtemps.

Suite à ce jour, l'enquêté a découvert Internet et il a visité de nombreux sites des mouvements pour la mémoire. Puis, il décida de fouiller dans les archives municipales pour en connaître plus sur la figure de son grand-oncle. Finalement, il adhéra aux *Amis des Tombés pour la Liberté* et *Plateforme des Citoyens pour la République*. Il explique de la façon suivante les raisons qui l'ont poussé à passer à l'acte:

« S'il y a quelque chose qui m'a donné des forces et que m'a poussé à lutter ce fut l'histoire, parce que au fur et à mesure que je connais l'histoire, je me rends de plus en plus compte de l'injustice, de l'injustice que nous avons vécu avant, et de l'injustice que nous avons maintenant, au fur et à mesure que je connaissais l'histoire. Au fur et à mesure que je connais l'histoire je me rends compte ce qu'était vraiment la République à Alhama. Mon Dieu! »

De cette manière, la socialisation à la mémoire historique anti-franquiste s'est opérée dans un premier temps par des lectures très militantes qui, aux yeux de l'enquêté, sont des livres d'histoire,

ce qui a favorisé dans son cas l'amalgame entre Histoire et mémoire historique. Elle s'est déroulée dans un deuxième temps par le contact avec des militants et par des expériences sociales comme sa participation à la *Journée du Souvenir* au monolithe du cimetière- lorsqu'il a lu une lettre posthume de son grand-oncle- ou encore sa participation à la *Concentration pour l'Avènement de la IIIème République* dans la capitale régional, ou son séjour à un camp d'été organisé par le Parti Communiste Marxiste-Léniniste (scission radicale du Parti Communiste Espagnol).

Dans un deuxième entretien réalisé avec José Luis un an après, l'on observe l'approfondissement de son degré d'investissement dans les objets politiques ??? dans son militantisme ??? dans la politique ??? dans les questions d'ordre politique ???, ainsi que l'accumulation de lectures, principalement d'ouvrages d'histoire. Il semblerait qu'il n'aie pas découvert une nouvelle vision du monde et du passé, mais qu'il aie tout simplement découvert un monde nouveau, car grâce à ses nouvelles expériences sociales il a développé des "dispositions à l'autodidactie" assimilables aux rétributions symboliques du militantisme (Gaxie, 2005, p.6-7) qui lui permettent en quelque sorte de compenser son faible capital culturel.

\*

Les résultats qui viennent d'être présentés ici montrent la forte imbrication qui existe entre les mémoires d'événements historiques empruntées et le rapport au politique de nos enquêtés. Ainsi, le thème des ruptures biographiques basées dans des redéfinitions des représentations individuelles du passé occasionnées par des événements nouveaux et contradictoires vécus comme des "découvertes" et des "reconversions" prouvent que le silence, en tant qu'absence d'une transmission informelle d'événements parfois traumatiques, n'est pas assimilable à l'oubli. Mais, il prouve également que le partage d'expériences sociales ne suffit pas en lui-même pour harmoniser les mémoires individuelles. Le résultats présentés ici, loin d'être généralisables, nous signalent quelques pistes sur les mécanismes de formation des mémoires collectives dans un contexte a priori peu propice comme le fut l'Espagne franquiste, à savoir, la fonction jouée par la transmission familiale et les visites à des lieux de culte informels. J'espère aussi avoir montré la tendance présente en Espagne depuis quelques années, qui vise à utiliser des discours sur le passé comme ressource mobilisable par les organisations politiques de gauche, à travers la confusion consciente ou inconsciente entre Histoire et mémoire historique. De cette manière, nous pouvons mieux mesurer la profondeur sociale et historique des revendications en faveur d'un hommage aux vaincus et aux victimes de la dictature et d'une condamnation officielle du franquisme, sans pour autant les assimiler aux effets d'un hypothétique retour de refoulé collectif d'une jeune démocratie.

## ***Bibliographie***

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006.

AGUILAR Paloma , *Políticas de la memoria. Memorias de la política. El caso español en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 2008.

- « Presencia y ausencia de la guerra civil y del franquismo en la democracia española. Reflexiones acerca de la articulación y ruptura del pacto de silencio », dans ARÓSTEGUI Julio et GODICHEAU François (eds.), *Guerra civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006, pp. 245-294.

ARÓSTEGUI Julio, "Traumas colectivos y memorias generacionales: el caso de la guerra civil", dans ARÓSTEGUI Julio y GODICHEAU François (eds), *Guerra civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006.

BLOCH Marc, "Mémoire collective, tradition et coutume. À propos d'un livre récent", *Revue de Synthèse Historique*, X, nouvelle série XIV, 1925.

BOURDIEU Pierre, "L'illusion biographique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Année 1986, Volume 62, Numéro 1, p. 69 – 72.

- *Le bal des célibataires*, Paris, Seuil, 2002.

CENARRO Angela, "Memory beyond the Public Sphere. The Francoist Repression Remembered in Aragon", in *History & Memory*, 2002, vol.14, pp. 165-188.

- "Memories of Repression and Resistance. Narratives of Children Institutionalized by Auxilio Social in Postwar Spain", *History & Memory*, 2008, Vol. 20, No. 2, pp. 39-59

DARMON Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Collin, 2006.

ESCUDERO Fuensanta, *Lo cuentan como lo han vivido*, Murcia, Universidad de Murcia, 2000.

FILLEULE Olivier, "Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum", *Revue française de science politique*, 2001, Vol. 51, N°1, pp.199-215.

GÁLVEZ BIESCA Sergio, "El proceso de recuperación de la memoria histórica en España: una aproximación de los movimientos sociales por la memoria", *International Journal of Iberian Studies*, vol. 19, N°1, 2006.

GAXIE Daniel, "Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales", *Revue française de science politique*, Année 2002, Volume 52, Numéro 2, p. 145-178.

- "Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective". *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.

GONZÁLEZ Carmen, *Guerra Civil en Murcia. Análisis sobre poder y comportamientos colectivos*, Murcia, Universidad de Murcia, 1999.

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris: Albin Michel, 1995 (1925).

-*La topographie légendaire des évangiles en terre sainte. Étude de mémoire collective*, Paris,

- Presses universitaires de France, 2008 (1941).  
 - *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1951].
- HERMET Guy, *Les communistes en Espagne : étude d'un mouvement politique clandestin*, Paris, Armand Collin, 1971.  
 - *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*, Paris, FNSP, 1980.
- JULIÁ Santos (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Colección Historia, 1991.
- LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.
- LEIZAOLA Aitzpea, "La mémoire de la guerre civile espagnole: la poids du silence", *Ethnologie française*, Vol. 37, N°. 3, 2007.
- LINZ Juan J., *Totalitarian and authoritarian regimes*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000 (1975).
- LUCK Simon, "Lis des livres anarchistes et tu seras un homme » : les lectures comme déclencheurs et matrices de l'engagement libertaire", communication dans *Journée d'étude « Lectures militantes au XXe siècle : lectures normatives, lectures subversives ? »*, 8 décembre 2008, Université Blaise Pascal.
- MANNHEIM Karl, *Le problème des générations*, Paris, A. Collin, 2005 (1928).
- MARAVALL José María, *Dictadura y disentiimiento político. Obreros y estudiantes bajo el franquismo*, Madrid, Alfaguara, 1978.
- MEYER Jean, "Mémoires et histoires: la nouvelle guerre civile espagnole". *Esprit*, juillet 2006, pp. 65-77
- NAROTZKY Susana et SMITH Gavin, *Immediate struggles. People, power and place in Rural Spain*, Berkeley, University of California Press, 2006.
- POLLAK Michael, "La gestion de l'indicible", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Année 1986, Volume 62, Numéro 1, p. 30 - 53  
 - et HEINICH Nathalie, "Le témoignage", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Année 1986, Volume 62, Numéro 1, p. 3 - 29  
 - *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien d'une identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.  
 - "Mémoire, oubli, silence", *Une identité blessée. Études de sociologie et histoire*, Paris, Métailié, 1993, (1989), pp. 15-39.
- PRESTON Paul, *La política de la venganza*, Península, Barcelona, 1997.
- REIG TAPIA Alberto, *La memoria de la guerra civil. Los mitos de la tribu*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.  
 - (ed) *Antimooa*, Ediciones B., Barcelona, 2006.
- RIDRUEJO Dionisio, *Escrito en España*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales,

2008 (1962).

ROZEMBERG Danielle, “Le « pacte de l'oubli » de la transition démocratique en Espagne : retours sur un choix politique controversé”, *Politix*, vol.19, N°74, 2006, p.173-188.

SAZ Ismael et GÓMEZ Alberto (eds.), *El franquismo en Valencia. Formas de vida y actitudes en la posguerra*, Episteme, Valencia, 1999.